

Transferts monétaires et non monétaires, survie ou principe du mal développement en Haïti ?

Monetary and non-monetary transfers, survival or the principle of poor development in Haiti?

¿Transferencias monetarias y no monetarias, supervivencia o el principio de un mal desarrollo en Haití?

Nelson Sylvestre¹

CRS-IUS d'Haïti

nelson.sylvestre@ius.education

Résumé

Définir un cadre commun de compréhension avec toutes les parties prenantes impliquées dans la fixation et la réalisation d'objectifs de développement en Haïti a résulté être une tâche ou mission jusque-là non possible. En effet, la recherche des voies et moyens pour mieux répondre aux besoins des populations vulnérables de manière stratégique et coordonnée n'a abouti à date à des résultats sans lendemain. Bien des tentatives de politique mettent l'accent sur des mécanismes de protection et de promotion sociale, des stratégies de sauvetage collectif et/ou individuel ainsi que des scénarios portant sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Parmi ces mécanismes, les transferts monétaires et non monétaires constituent depuis déjà un temps des sorties très sollicitées et voulues en Haïti. Ici, la réflexion nourrie fait l'examen d'un besoin d'évaluation de la performance, l'efficacité, l'efficience et de l'effectivité des opérations de transferts alimentées par des institutions et adoptées par les structures des gouvernements successifs du pays. D'entrée de jeu, serait-ce cette approche, une forme de survie ou un principe du mal développement ?

Mots-clés : Transferts—Transferts monétaires—Transferts non monétaires—Performance—Efficacité—Efficience—Effectivité—Mal Développement—Vulnérabilité.

¹ **Pour citer cet article :** Sylvestre, N. (2026). Transferts monétaires et non monétaires, survie ou principe du mal développement en Haïti ? Revue Leadership, Aménagement, Tourisme et Développement Durable (LATDD). Vol. 2, No. 1, pp 73 – 100.

Abstract

Establishing a shared understanding among all stakeholders involved in setting and achieving development goals in Haiti has proven to be an elusive task. Indeed, efforts to identify strategic and coordinated ways to better meet the needs of vulnerable populations have, to date, yielded only short-lived results. Many policy initiatives have focused on social protection and promotion mechanisms, collective and/or individual survival strategies, and scenarios addressing food and nutritional security. Among these mechanisms, cash and in-kind transfers have long been highly sought-after solutions in Haiti. This analysis examines the need to evaluate the performance, effectiveness, efficiency, and actual impact of transfer operations funded by institutions and adopted by successive government administrations. At the outset, one must ask: is this approach a form of survival strategy, or a symptom of flawed development?

Keywords: Transfers—Monetary transfers—Non-monetary transfers—Performance—Efficiency—Effectiveness—Wrong development—Vulnerability.

Resumen

Definir un marco común de comprensión con todas las partes interesadas implicadas en la fijación y logro de los objetivos de desarrollo en Haití ha sido una tarea misión que no era posible hasta ahora. De hecho, la búsqueda de formas y medios para satisfacer mejor las necesidades de las poblaciones vulnerables de manera estratégica y coordinada aún no ha dado lugar a resultados que no tengan futuro. Muchos intentos políticos enfatizan mecanismos de protección y avance social, estrategias de rescate colectivo y/o individual, y escenarios de seguridad alimentaria y nutricional. Entre estos mecanismos, las transferencias en efectivo y no monetarias han estado muy demandadas y demandadas desde hace tiempo en Haití. Aquí, la reflexión en profundidad examina la necesidad de evaluar el desempeño, eficacia, eficiencia y efectividad de las operaciones de transferencia alimentadas por las instituciones y adoptadas por las estructuras de los gobiernos sucesivos del país. Desde el principio, ¿podría este enfoque ser una forma de supervivencia o un principio de mal desarrollo ?

Palabras clave: Transferencias—Transferencias en efectivo—Transferencias no monetarias—Rendimiento—Eficacia—Eficiencia—Eficacia—Desarrollo—Vulnerabilidad.

1. Introduction

En Haïti, dans cette partie Ouest de l'île, la courbe de la croissance de la population n'a jamais suivi celle de son développement à la fois quantitatif et qualitatif. Le résultat immédiat et de toujours est qu'elle fait face à un problème récurrent de sécurité alimentaire structurelle et croissante à l'instar de biens d'autres territoires de la planète. Les problèmes liés à la dégradation aggravante des potentialités naturelles et productives ne facilitent pas la tâche de satisfaire même les besoins alimentaires de la population vulnérable dans un pays évoluant de plus en plus à la merci des produits (principalement de première nécessité) importés. Aussi, la sécurité alimentaire des populations éloignées du centre et des ceinturons urbains est grandement tributaire des fluctuations des prix des produits de base sur les marchés mondiaux, mais également de l'assistance transnationale.

Au nombre des opérations d'assistance aux populations affectées par ou soumises à l'absence de sécurité alimentaire, elles se sont révélées presque toutes ponctuelles et ne répondent davantage qu'aux crises conjoncturelles (en période de situation *macrosociale* ou de maintien en état de dépendance précaire). Ce qui sans nul doute devient une préoccupation, car la perpétuation des crises récurrentes met plutôt en évidence l'existence d'un problème de sécurité alimentaire (et même existentielle) structurelle typique. L'accessibilité aux denrées alimentaires de base par des populations dont les avoirs relatifs aux moyens d'existence semblent si limités et restreints constitue la principale problématique de l'absence de sécurité alimentaire. La cartographie nationale de cette absence est constante et distribuée, définitivement à parts égales, dans les diverses divisions administratives départementales.

L'expérimentation des transferts monétaires, non monétaires et mixtes ainsi que l'étude des effets des mouvements y relatifs ont souvent recours à un cadre hautement institutionnel d'intervention et d'action comme mécanismes transitoires ou permanents de satisfaction et de bien-être en faveur d'un nombre « considérable » de ménages visiblement vulnérables. De tels mécanismes sont vus et utilisés comme outils de développement aux mains des responsables nationaux et délégués transnationaux via des fiches de Projets. L'analyse exposée dans cette réflexion se place dans l'interface entre expérimentation, renforcement, urgence et aide au développement. Au regard du caractère traditionnel et, dans une certaine mesure, étonnant (pour quelques-unes de ses caractéristiques) de ces outils, la réflexion amène à les considérer comme

stratégies de permanence de la vulnérabilité, donc du mal développement et du même coup une forme de survie existentielle et conjoncturelle pour les bénéficiaires directs et non directs.

Le cercle devient de plus en plus vicieux par l'implication du nombre des institutions partenaires publiques, de la société civile (au niveau national) et communautaire (au niveau local) dans la concrétisation des opérations y relatives. Les manquements souvent observés et les effets induits dans l'économie des ménages ne suffisent pas pour s'en sortir aussi facilement. Les variantes restent des variantes et prennent tour à tour des formes difficilement contournables quand l'aise s'installe convenablement. Plutôt que de définir un protocole standardisé, exogène et réorienté, la réflexion privilégie la compréhension initiale des situations permanentes des ménages et leur environnement local ainsi que l'exposition du dispositif et des modalités de transferts aux besoins et contraintes spécifiques des habitués bénéficiaires. Aussi y est-il analysé les possibilités d'amélioration de l'usage des transferts au cas où ce serait nécessaire leur réplique dans la recherche de nouvelles voies de sortie du mal développement en Haïti.

Il est une urgence que les investissements en vue du développement orienté vers la protection sociale ou vers des actions de relèvement social et économique à effet durable (peut-être par les transferts) visent davantage d'efficacité et d'efficience aux besoins des citoyens vulnérables en partant d'un plan global de développement et du contexte sociogéographique des potentialités. Au terme de l'analyse sur les modes de transferts opérationnels, principalement en termes de leur efficacité (mécanismes opérationnels adéquats), leur effectivité (couverture tout au moins acceptable et conforme au niveau national), leur efficience (rapport au coût financier des résultats concrets, mais bénéfiques) et leur performance (mesure d'impacts réels et positifs sur le plan du rendement).

Cependant, et *a priori*, la perception, fortement idéalisée dans l'analyse des opinions émises ne permet pas de considérer **l'outil de transferts** comme un investissement à effet durable. Et si cela devait être vrai, il y a lieu d'admettre qu'un changement de paradigme s'avérera nécessaire dans la poursuite des idéaux de développement intégré et intégral, lors même que la stratégie des transferts, jusque-là foncièrement théorique au choc des faits de la réalité d'existence des vulnérables, continue d'assurer leur survie.

L'analyse systématique et la méta-synthèse révèlent des effets nuancés et contextuels du transfert monétaire (dans ses deux formes : conditionnelle et non conditionnelle) sur la

réduction des écarts sociaux, la réussite scolaire et la santé en Haïti, particulièrement. La réflexion ici imprimée vise à contribuer significativement à la compréhension des impacts spécifiques des transferts et suggère que l'efficacité des transferts dépende fortement des conditions socio-économiques, des cadres d'intervention et des contextes nationaux et locaux.

2. Cadre théorique : Conceptualisation *économico-sociologique*

La notion de transfert monétaire qui, souvent, renvoie à une compréhension équivoque dans le champ humanitaire est entendue comme un « ensemble des programmes qui prévoient la distribution directe aux bénéficiaires d'une assistance monétaire (ou de coupons en échange de biens ou services). Dans le contexte humanitaire, le terme est utilisé pour désigner la fourniture d'assistance monétaire ou de coupons à des bénéficiaires, qu'il s'agisse de particuliers, de ménages ou de communautés, et non au gouvernement ou à d'autres acteurs étatiques. Les transferts monétaires englobent tous les types d'assistance monétaire, y compris les coupons. Cela exclut les transferts de fonds et la microfinance dans les interventions humanitaires. (CaLP, 2017, Glossaire de Transferts Monétaires)

Bien que la microfinance et les institutions de transferts monétaires puissent être utilisées pour les versements monétaires, ce terme de transfert monétaire est interchangeable avec intervention monétaire et programmation en transfert. Dans cet ordre d'idées, et dans les limites de l'analyse, la révision de documents permet de se faire une meilleure idée de l'état des débats dans la littérature économique et sociologique autour de la thématique des transferts.

Les systèmes de transferts monétaires permettent d'identifier les facteurs qui entravent leur capacité à réduire la pauvreté et les inégalités. C'est tout au moins l'objectif que se fixent les opérateurs en prenant en compte, entre autres, les indicateurs de **taille** (nombre de populations-bénéficiaire, montant unitaire du transfert et budget total) et de **ciblage** (couverture, filtrage et qualité démographique).

Bon nombre d'études montrent que deux autres facteurs clés limitent l'impact des transferts sur la pauvreté et les écarts sociaux : le montant très limité des transferts et la sous-représentation géo-historique de la population nécessiteuse vivant dans la pauvreté. De ce point de vue, les récentes statistiques exhibent que les transferts représentent environ 33 % de l'écart de pauvreté, alors que seulement 55 % de la population concernée en bénéficie. Des experts et chercheurs de

la question orientent leurs recommandations vers l'intensification des efforts visant à étendre la couverture aux populations pauvres__ par l'usage des techniques modernes de cartographie de la pauvreté et du travail actif de terrain__ et la *recertification* de l'admissibilité aux transferts sociaux par le biais de données administratives et de registres sociaux hautement interoperables. Ces deux mesures sont nécessaires pour créer des systèmes de protection du revenu plus efficaces, capables de lutter contre la pauvreté structurelle et transitoire, mais malheureusement et définitivement très difficiles dans les paysages où le mal développement persiste.

La méta-synthèse des transferts démontre que ceux-ci ont un impact nuancé sur la réduction des écarts là où leur implémentation se concrétise, bien qu'avec des niveaux différents d'efficacité. En Haïti, des effets substantiels des transferts sur le renforcement de la résilience à l'amélioration de la capacité *éconofinancière* des populations-bénéficiaire, la variabilité d'impact souligne l'importance cruciale de la conception et de la mise en œuvre des transferts, ainsi que des contextes socio-économiques dans lesquels ceux-là s'inscrivent. Ce qui, approximativement, rejoint les observations d'Afzal, d'Emmanuel et d'Hepelwa (Afzal et al., 2019 ; Emmanuel et Hepelwa, 2024) qui insistent sur l'importance de renforcer et d'étendre les transferts.

Ces réflexions corroborent les travaux antérieurs de Baird et Doocy (Baird et al., 2014 ; Doocy et al., 2023)), indiquant que les interventions de réduction de la pauvreté sont plus efficaces lorsqu'elles intègrent des exigences spécifiques ou lorsqu'elles sont associées à des programmes complémentaires visant à renforcer la résilience à long terme. Cependant, ces études reconnaissent également des limites : les transferts, à eux seuls, n'améliorent pas significativement les indicateurs de pauvreté immédiats, tels que la sécurité alimentaire ou la possession de biens, encore moins éradiquent le mal développement.

Entre 2011 et 2018, en Amérique latine, de nombreux programmes d'indemnisation familiale sont pérennisés et intégrés aux politiques publiques. Au Brésil, des études établissent une corrélation positive entre la mise en œuvre du programme *Bolsa Familia* et le soutien politique apporté à des candidats. Hevia (2011) estime que les transferts s'apparentent davantage à des instruments de type électoral, Fried (2012, p.1049) appuie également cette position : “Bien que la manipulation politique [des transferts] puisse se produire au niveau local, mon travail de terrain a montré qu'elle est de plus en plus rare. De plus, la structure du programme et la communication du gouvernement fédéral indiquent clairement que *Bolsa Familia* est une

prestation fédérale” et enfin, Borges Sugiyama et Hunter (2013, p.58) soutiennent que « l’immense majorité a rapidement perçu *Bolsa Familia* comme une forme non clientéliste de lutte contre la pauvreté, très différente des manipulations et des marchandages politiques habituels ».

En revanche, en Colombie, les recherches se sont principalement concentrées sur l’évaluation des résultats à long terme et la démonstration de leur impact sur l’éducation, l’accès aux soins de santé et la réduction de la pauvreté. Les analyses menées cherchent également à montrer comment ces programmes varient en fonction des orientations politiques des gouvernements en place. Par ailleurs, ces analyses révèlent des impacts mitigés des transferts monétaires et non monétaires sur la santé. Notamment, ces transferts ont été associés à un meilleur accès aux soins et à des comportements favorables à la santé, tels qu’une augmentation du taux de suivi prénatal et de la couverture vaccinale (Okoli et al., 2014). Les bénéfices sanitaires liés aux transferts monétaires découlent des conditions imposées qui incitent les ménages à consulter régulièrement un médecin et à recourir aux services de prévention. Ce constat confirme l’idée que l’imposition de conditions garantit l’adoption de comportements spécifiques liés à la santé par les ménages ciblés, améliorant ainsi les résultats sanitaires.

Néanmoins, dans certains contextes, les transferts monétaires ont eu des effets probablement non désirables limités ou non prévus ou encore non prévisibles. Par exemple, dans le cas des transferts monétaires pour l’observance des soins contre le VIH, les petits transferts n’ont pas réduit les violences physiques ou sexuelles conjugales chez les femmes, mais ont au contraire accru les comportements de contrôle (Hémono et al., 2023). Cela suggère que si les transferts monétaires peuvent améliorer l’accès direct aux soins, ils peuvent, volontairement ou non, renforcer ou exacerber les rapports de force entre les sexes dans certains contextes socioculturels.

Dans le domaine de l’éducation, les transferts ont des effets positifs relativement constants sur la scolarisation et le maintien à l’école, bien que leur efficacité soit modulée par le sexe, la structure familiale et les conditions spécifiques liées aux programmes mêmes des transferts. Au Lesotho, par exemple, les transferts influencent positivement la fréquentation et le maintien à l’école, en particulier pour les filles vivant dans des foyers biparentaux (Sebastian et al., 2020). En revanche, dans le même contexte, ceux-là ont des effets différenciés selon le sexe, les garçons vivant dans des familles monoparentales (mère seule) en bénéficient davantage. Ceci

met en lumière comment l'interaction des normes sociales, des rôles de genre et de la dynamique familiale peut influencer l'efficacité des transferts.

De plus, l'étude montre que des approches intégrées, telles que la combinaison de transferts monétaires universels et de mesures de protection sociale, pourraient améliorer significativement les résultats scolaires et cognitifs des enfants, en particulier ceux touchés par le VIH (Sherr et al., 2021). Cela suggère que les transferts intégrant des mécanismes de soutien supplémentaires, tels que des initiatives de sécurité alimentaire, offrent des avantages plus complets aux enfants des populations vulnérables.

Des études mettent également en lumière les spécificités de ces programmes d'aide sociale, à l'instar de Barrientos (2012, p 70) qui propose une typologie fondée sur trois types idéaux. La première catégorie regroupe les programmes de transferts monétaires (PTM) qui versent des aides financières aux ménages vivant dans la pauvreté, comme les pensions non contributives (en vigueur dans des pays tels que l'Argentine, le Mexique, l'Uruguay et le Chili). La deuxième catégorie comprend les transferts de revenus et de services qui associent des compléments de revenus à la fourniture ou à l'utilisation de services essentiels (comme dans le cas du programme *Progresa-Oportunidades* au Mexique). La troisième catégorie inclut les programmes intégrés de lutte contre la pauvreté qui offrent des transferts adaptés et un accès préférentiel aux services. D'autres analyses (Alonso et Di Costa, 2015) examinent les conditions dans lesquelles ces programmes contribuent à la réduction de la pauvreté. En Argentine, notamment, l'allocation universelle pour enfants se complète par des stratégies visant à élargir l'accès à l'éducation, aux services de santé et au salaire minimum, ainsi qu'à dépasser le cadre des systèmes purement contributifs pour accéder à la protection sociale.

L'accent mis sur les aspects monétaires conduit des études comme celle de Lampis à souligner que la conceptualisation et la mesure de la pauvreté fondées sur le revenu et la consommation négligent des enjeux fondamentaux. Parmi ceux-ci figurent le caractère socialement construit et politiquement déterminé des risques, leur lien avec les déterminants de la pauvreté et ses multiples dimensions, les différences de capacités et de libertés, ainsi que la reconnaissance de la protection comme un droit. Pour Lampis (2011, p.231), « le problème de la vulnérabilité ne relève pas d'un meilleur ciblage, mais de la sécurité humaine et de la place centrale de la personne dans les politiques publiques ».

La méta-synthèse révèle que la performance des transferts varie généralement selon leurs formes pour atteindre des objectifs sanitaires et éducatifs ciblés, grâce à des conditions incitant à l'adoption de comportements spécifiques. Afzal et Baird (2019 et 2014) concordent dans leurs études et suggèrent que les non conditionnels sont mieux adaptés pour améliorer le bien-être psychologique et l'autonomisation économique, tandis que les conditionnels sont plus efficaces pour atteindre des objectifs spécifiques en matière de santé et d'éducation.

Dans cette réflexion, il est mis en relief les limites liées à l'hétérogénéité des approches, car les différences de conception des transferts, de contextes locaux et de méthodologies affectent la comparabilité des effets et impacts. De plus, et souvent, l'exclusion des études non anglophones omet des recherches pertinentes dans d'autres contextes. Enfin, la difficulté de réaliser une méta-analyse quantitative complète, en raison de la variabilité des résultats mesurés d'une étude à l'autre, limite la généralisation des conclusions. Des études se sont particulièrement attachées à démontrer les résultats des transferts, bien des temps après implémentation des programmes y relatifs. Ainsi important est-il de reconnaître que les transferts permettent d'accroître la consommation des populations-bénéficiaire, en même temps de remettre en question l'impact de ceux-ci sur la réduction des écarts sociaux. Les lacunes dans la construction de la citoyenneté contribuent à confondre programmes au nom de lutte contre la pauvreté avec l'ensemble de la politique sociale contre la vulnérabilité accrue des populations.

3. Méthodologie : Logique de supra-ordination ou de sub-ordination

Cette phase, pour la réflexion, inclut fondamentalement la recherche de tout définir à partir de l'échelon où le besoin est requis et non l'inverse. Les interventions visant l'atténuation des problèmes socio-économiques souhaitent partir de l'offre, même lorsqu'il peut être question de l'après identification du besoin. La méthodologie supra-ordonnée fait le diagnostic des institutions commanditaires et leurs habitudes d'intervention dans le domaine, posture qui facilite le recadrage et l'harmonisation dans la compréhension des différentes parties prenantes. Par ailleurs, la démarche pour l'analyse prend certes en considération la problématique des transferts monétaires et non monétaires.

La revue systématique et méta-analyse en matière de transferts adopte la méthode PRISMA (Preferred Reporting Items for Systematic Reviews and Meta-Analyses). Un diagramme de flux

en quatre étapes y est souvent utilisé pour suivre les processus d'identification, de sélection, d'éligibilité et d'inclusion (Shamseer et al., 2015). De plus, une synthèse narrative est employée à la place d'une méta-analyse pour interprétation des données collectées en explorant les similitudes et les différences des résultats. Ceci, à plus d'un titre, permet une analyse systématique des raisons potentielles de ces convergences et divergences et facilite la formulation de conclusions pertinentes (Leary & Walker, 2018). La recherche bibliographique rétrospective et prospective renforce l'analyse évaluant les effets des transferts au niveau individuel, collectif ou étatique des populations. De plus, pour la méta-synthèse, les études qualitatives ou les études à méthodes mixtes portant sur les transferts sont analysées, tandis que les rapports de synthèse sont exclus.

Toute la phase empirique mise en œuvre en Haïti lors d'un processus d'évaluation à la suite d'opérations de transferts assurées par des institutions telles que le PMSAN, SAN, BON et autres a été revisitée : des rencontres de cadrage à la saisie des données en passant par la définition de l'échantillonnage, l'élaboration des instruments et la collecte des données. Il s'agit d'un procédé classique ou de telles activités facilitent davantage la réplique cyclique des opérations. Entre autres étapes dudit procédé, il y a les suivantes :

- **Élaboration de guides d'entrevue et conception de base de données.** Les entrevues individuelles sont privilégiées pour collecter les données auprès des acteurs concernés (commanditaires). À cet effet, il est élaboré pour chaque groupe d'intérêt un guide d'entrevue pour servir de cadre aux discussions et permettre de mieux organiser la collecte de données. En même temps, une base standard de données conçue permet de collecter et procéder à la saisie automatique des réponses fournies à chaque fois.
- **Constitution et formation des Agents de collecte.** À la suite de leur choix, les agents sont formés et mobilisés sur le terrain. En général, pour des opérations servant de stratégies au nom du changement des conditions d'existence de population et de la poursuite des objectifs de développement, le choix des agents se fait sur la base d'expériences, de connaissance du milieu sociogéographique concerné par l'étude et de la thématique des transferts.
- **Réalisation des opérations de terrain.** La formation tenue et la base standard de données (Kobocollect) finalisée, les agents de collecte sont déployés, chacun en ce qui le concerne pour l'exécution des opérations utilisant le progiciel adopté. La prise en

compte des consignes, mis à part des problèmes liés aux difficultés non prévisibles, garantit efficacement le déroulement des opérations de collecte.

- **Épuration des données, plan de tabulation et généralisation des résultats.** Dans le souci d'assurer la qualité des données, une fois le plan de tabulation élaboré, il est procédé au traitement des données. Ce qui rend possible la généralisation des résultats, lesquels servent à la préparation et soumission du document de restitution de l'étude en question.

4. Résultats et Discussions : Opérations de transferts comme recours contre la vulnérabilité sociale

L'analyse prend en compte la généralisation des résultats à partir desquels les recherches menées permettent de mesurer la taille des opérations de transferts dont la finalité est d'enrayer la vulnérabilité des populations. Aussi, sur la base des observations et expériences, devient-il possible de se faire, approximativement, une idée de l'utilité des transferts dans les conditions actuelles d'existence de ladite République d'Haïti. En effet, la tâche d'identifier les meilleurs mécanismes de mise en œuvre des opérations, en plus d'évaluer leur efficacité, efficience et effectivité, est plus que jamais la plus facile.

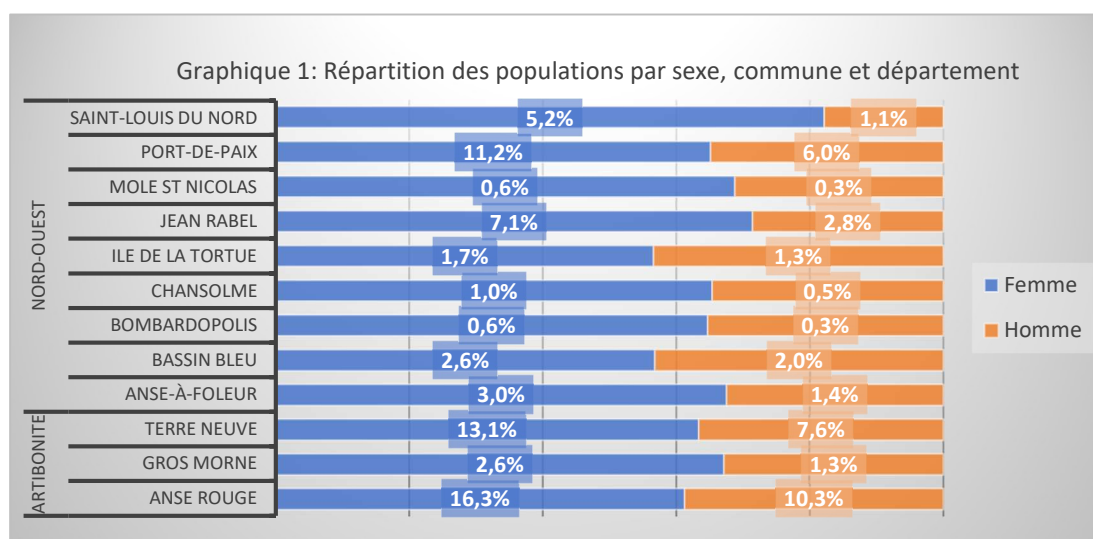
Ainsi donc, dans cette réflexion à partir des résultats atteints et pour ce point 4, il est présenté, analysé, comparé et évalué les aspects liés aux différentes modalités de transferts, aux catégories de population bénéficiaire, à la performance des services d'accompagnement et à l'atténuation de la vulnérabilité parmi les plus vulnérables pour la période des programmes implémentés.

4.1 Relatifs à la distribution et la démonographie des populations-bénéficiaire

Il est ici répertorié l'ensemble échantillonné des résultats liés à l'identification des aspects de couverture départementale et populationnelle des services de transfert concernés. Les principales données disponibles sont relevées ci-après.

**Couverture départementale*

Il y est indiqué que les femmes occupent globalement le premier rang dans le choix des bénéficiaires du programme des transferts dans les zones couvertes, en même temps de constater que la commune de Anse-Rouge de l'Artibonite est celle où plus de ménages ont été touchés par les opérations de terrain.

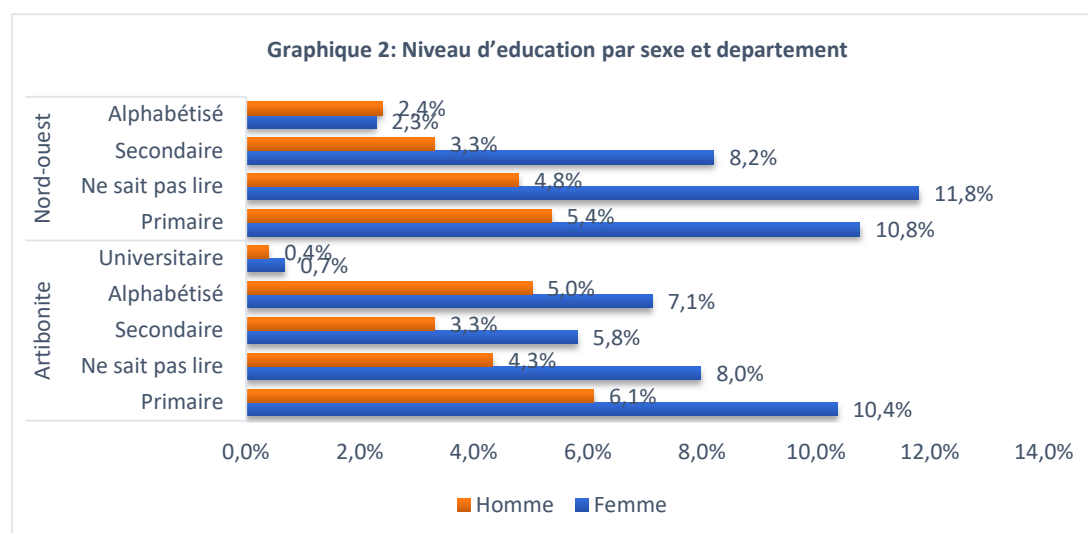


Source : Enquête réalisée dans le cadre de l'analyse, Haïti, Avril 2023.

* *Sociodémographie des populations-bénéficiaire*

– Sclolarité

Le niveau éducatif atteint par les bénéficiaires concerne à peine le secondaire et malheureusement la plupart d'entre eux ne savent même pas lire et les femmes en sont les plus touchées ; ce qui traduit de toute évidence un retard dans la possibilité de mieux profiter des apports dérivés des services de transfert. Les données révèlent que les populations dans certains cas pratiquent des métiers ou activités diversifiés avant même le démarrage des services de transferts. D'autres ont également l'habitude de recevoir des transferts de la part de proches parents ou d'amis.



Source : Enquête réalisée dans le cadre de l'analyse, Haïti, Avril 2023

– Age et statut matrimonial

La concentration d'âge est observée entre 25 et 74 ans, soit 94 % pour l'Artibonite et 88 % pour le Nord-Ouest. Tenant compte de la situation d'emploi et des revenus en Haïti, une tranche d'âges pareille ne devrait nullement constituer un obstacle à la fructification des services de transfert lors même qu'à partir de 70 ans, la réalité fait penser à la retraite. Par ailleurs, le tableau 1 met l'accent sur la situation matrimoniale (46,34 % masculin contre 53,66 % féminin) où la répartition est davantage effective entre le concubinage (forme d'union socioculturelle), le mariage légal et le veuvage. Il s'agit, dans ce constat et contexte, d'un renforcement et regain qui faciliterait un meilleur usage et une plus grande convergence des fonds reçus, et conséquemment leur optimale utilité. Tout compte fait, ces résultats montrent que l'outil des services de transferts mis en place s'est révélé un atout dans l'existentiel des populations.

Tableau 1 : Répartition des populations selon le genre, l'âge et le statut matrimonial par département

Age (en années)	Artibonite/Nord-Ouest		Statut matrimonial	Artibonite/Nord-Ouest	
	M : 2 590 F : 3001	M : 2 535 F : 2 933		M : 2 590 F : 3001	M : 2 535 F : 2 933
0-24	14	51	Concubine (e) Veuf (ve) Marié(e) en ménage Séparé/e Marié(e) hors ménage Célibataire Divorcé (e)	447	309
25-49	502	436		107	142
50-74	354	319		233	287
75-99	26	52		33	60
100-103	1	N. D.		21	25
				56	34
				N.D.	1

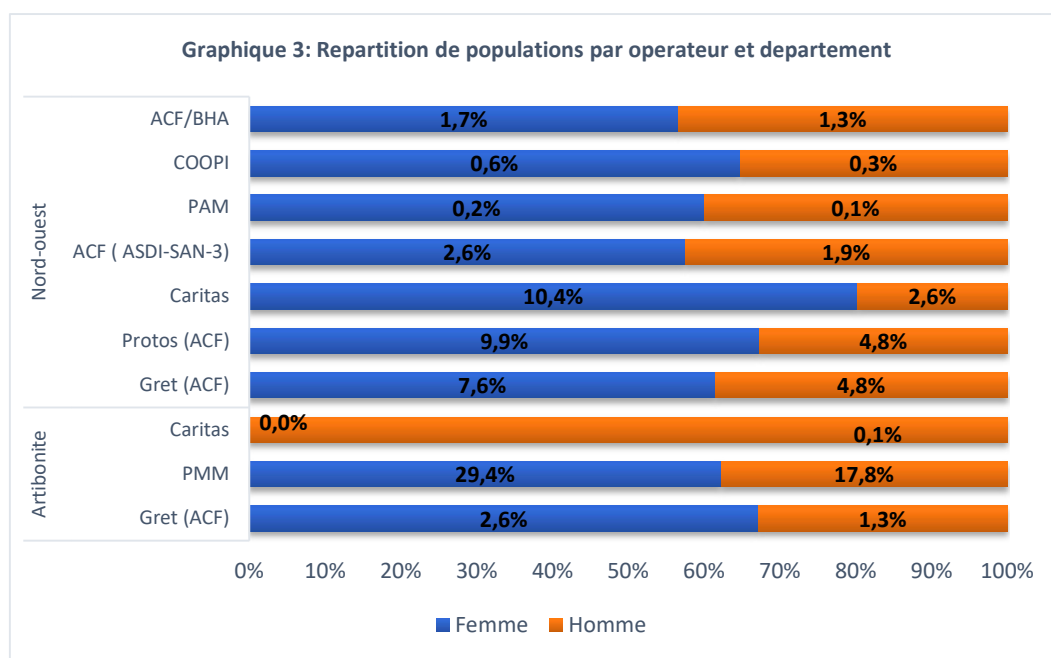
Source : Enquête réalisée dans le cadre de l'analyse, Haïti, Avril 2023

**Opérateurs, liaisons institutionnels et rétrospectifs de la situation des populations*

La plus grande part de transferts est de 47,2 % et, tout au moins, trois opérateurs (COOPL, PAM et CARITAS) ont une participation très peu significative dans les services de transferts.

Dans la même foulée, des institutions de l'administration publique en Haïti (centrale et périphérique), de la société civile et autres interviennent dans le processus et optent pour la réalisation des opérations de transferts. Le Ministère des Affaires Sociales et du Travail (MAST) a la plus grande influence dans ce domaine, avec un peu plus de 90 % de présence et d'action. Les autorités locales et les comités communautaires de suivi ont une participation active durant tout le processus. Aussi y a-t-il lieu de souligner que GRET, PROTOS (les deux à travers ACF) et CARITAS ont également une participation significative.

Avant même leur intégration dans des services de transferts, les données confirment leur niveau de vulnérabilité en comparaison avec leur revenu au moment et après les transferts ainsi que les activités rémunératrices exercées. Des situations inquiétantes qui souvent justifient la mise en place de l'outil de transferts. Les activités listées concernent les métiers de base et le secteur non formel ; lesquels ne garantissent à jamais la possibilité d'amélioration de leur condition d'existence.



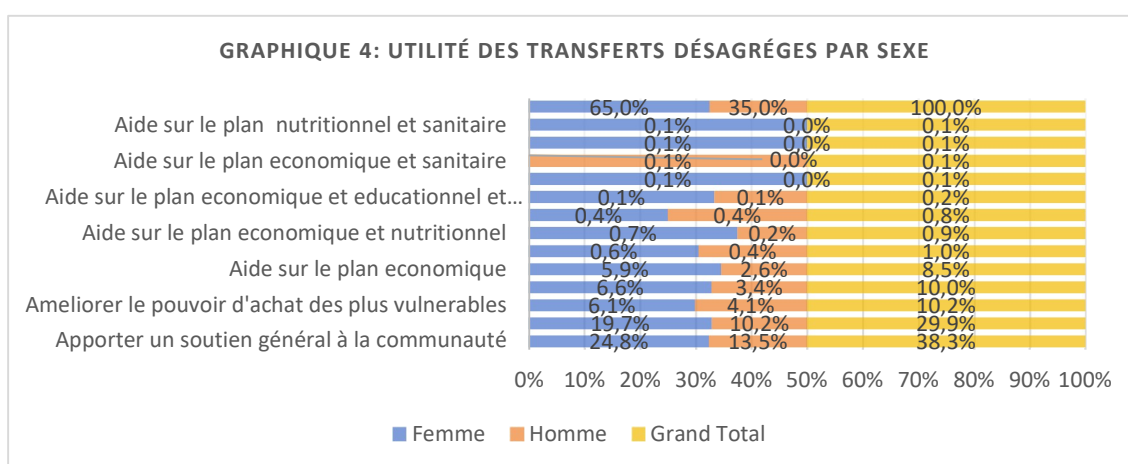
Source : Enquête réalisée dans le cadre de l'analyse, Haïti, Avril 2023

4.2 Relatifs aux transferts et modalités

La réception des transferts inclut pas mal de variantes. À ce stade, les résultats font ressortir combien ces variantes sont familières.

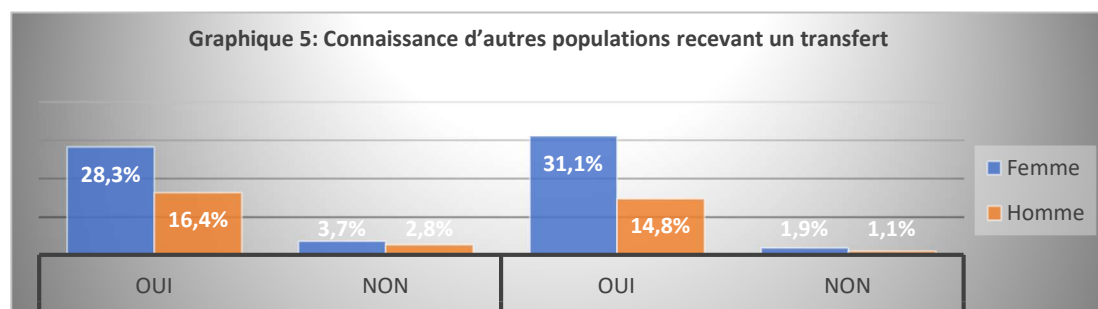
**Connaissance, signification, utilité et communication*

La mesure du niveau de connaissance des populations en la matière exprime une proportion non trop significative, puisque 15 % d'entre eux affirment n'en rien savoir. Au-delà de cette connaissance, la compréhension, la signification et l'imprégnation de l'outil qui sont évidentes portent les populations à s'exprimer sur son utilité comme l'illustre le graphique 4. Entre l'amélioration du pouvoir d'achat des plus vulnérables et le soutien socioéconomique à la communauté (un peu plus de 70 % des opinions émises), l'outil de transferts semble capter l'attention des populations.



Source : Enquête réalisée dans le cadre de l'analyse, Haïti, Avril 2023

Force également est de constater que la communication autour de l'outil s'est révélée un facteur clé dans sa mise en place. En effet, près de 90,5 % des répondants réagissent sur la connaissance d'autres ménages de la communauté recevant des transferts. Le graphique 5 fait entrevoir que les femmes l'emportent sur les hommes, 59,4 % contre 31,2 %. Il s'agit d'un facteur important du fait même que la circulation de l'information autour de l'outil peut être interprétée comme une volonté de bien faire ou une garantie de transparence des opérations.



Source : Enquête réalisée dans le cadre de l'analyse, Haïti, Avril 2023

** Répartition des transferts et types*

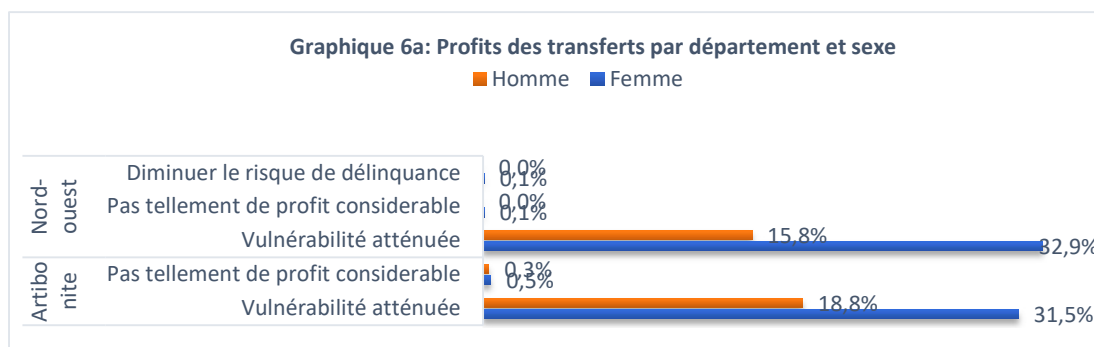
Le tableau 4 décrit la répartition des transferts mettant en évidence celui par coupon comme le plus utilisé, suivi des types par Cash et Mixte. Ce constat illustre bien la priorité établie dans ces opérations de transferts. Dans cet ordre d'idées, les transferts sont communément utilisés à des fins de consommation, avec des faibles proportions allouées, entre autres, aux commerces ambulants, à l'élevage et l'éducation. Comme tel est le cas, la vulnérabilité des populations tend dans une certaine mesure vers l'atténuation à 64,4 %.

Tableau 4 : Types de transferts par Opérateur selon la réception par les populations

Opérateurs / Types :	GRET (ACF)	PROT OS (ACF)	PM M	CARI TAS	ACF (ASDI-SAN-3)	PA M	CO OPI	AC F/ BH A	Total
Coupons	244	214	281	159					898
Cash	7	2	391	12		4			416
Mixte	34	41	141	57	80	1	17	53	424
Cantines			1	1					2
Aliments			15						15
Total	285	257	829	229	80	5	17	53	1755

Source : Enquête réalisée dans le cadre de l'analyse, Haïti, Avril 2023

C'en est bien le cas le cadrage du tableau 4 et conformément au graphique 6. Faut-il considérer comme profitables de tels résultats. La réponse est mitigée quand il faut admettre que sortir de la vulnérabilité accrue requiert du temps et de l'investissement dans le durable.



Source : Enquête réalisée dans le cadre de l'analyse, Haïti, Avril 2023

Il s'avère sans doute indispensable d'évaluer quelques facteurs qui souvent influent sur l'appréciation des services de transferts. Les statistiques ci-après permettent d'en faire une estimation réelle des profits de ces opérations. Concrètement, celles-ci datent d'un temps. Mais, l'analyse présente des opérations atteignant 34, 50, 10 et 6 % entre 2020 et 2023. L'évaluation faite par les propres populations-bénéficiaire apprécie à 54,6 % les opérations de transferts, lors même que les commentaires favorablement émis accusent 68,2 % des opinions.

** Modalités spécifiques des transferts et préférence exprimée*

Toute opération de transfert contemple, dans la plupart des cas, deux modalités : la conditionnelle et la non conditionnelle. Les résultats respectifs analysés confirment 77,7 % et 22,3 %, avec la particularité que pour des opérateurs de transferts, l'écart entre l'une et l'autre est significativement minimal. En effet, pour celle-ci, la préférence est inconditionnelle (63,2 des 77,7 %) alors que pour celle-là, la préférence est conditionnelle (17,1 des 22,3 %). Il résulte donc des résultats proportionnels que des populations-bénéficiaire souhaitent bien un changement de modalité par rapport à la leur, et pour quelles raisons ? La réponse reste à être explorée.

Tableau 5 : Modalités de transfert réalisées et préférence exprimée

Modalités de transfert	Modalité de transfert préféré	Gret (ACF)	Protos (ACF)	PMM	Caritas	ACF (ASDI-SAN-3)	PAM	COOPI	ACF/BHA	Grand Total	% Total
non Conditionnelle		278	257	399	188	80	5	17	53	1277	77,7 %
	non Conditionnelle	212	246	348	81	78	5	16	53	1039	63,2 %
	Conditionnelle	66	11	51	107	2		1		238	14,5 %
Conditionnelle				326	40					366	22,3 %
	non Conditionnelle			75	10					85	5,2 %
	Conditionnelle			251	30					281	17,1 %
Grand Total		278	257	725	228	80	5	17	53	1643	100,0 %

Source : Enquête réalisée dans le cadre de l'analyse, Haïti, Avril 2023

4.3 Relatifs à la performance des transferts

S'agissant de programmes souvent de court et moyen termes, leur diagnostic ne facilite pas toujours la tâche de faire des projections quant au niveau de performance réellement atteint. Mais les résultats affichés dans les tableaux 6 et 7 permettent donc d'observer que la performance est nuancée. À la base même des opérations, c'est-à-dire dès le choix des populations-bénéficiaire, d'une part et des ménages, d'autre part ; 86 % des interrogés opinent non corrects les choix contre 92,6 % opinant autrement.

Tableau 6 : Opinion sur le choix des populations-bénéficiaire

Opinion	Artibonite	Nord-ouest	Grand Total	% Total
Plus ou moins	8	4	12	1 %
Correcte	84	153	237	13 %
non Correcte	804	701	1505	86 %
Grand Total	896	858	1754	100 %

Source : Enquête réalisée dans le cadre de l'analyse, Haïti, Avril 2023

Tableau 7 : Opinion sur le choix des ménages

Opinion	Artibonite	Nord-ouest	Grand Total	% Total
non Correcte	4	8	12	0,7 %
Plus ou moins	64	53	117	6,7 %
Correcte	1071	552	1623	92,6 %
Grand Total	1139	613	1752	100,0 %

Source : Enquête réalisée dans le cadre de l'analyse, Haïti, Avril 2023

En termes de qualité et quantité de l'actif, les ménages diversifient leur utilisation des transferts reçus. Les résultats du tableau 8 et graphique 6b indiquent que la recherche d'une meilleure existence sociale, suivie de l'éducation des enfants, constitue l'intérêt primordial des populations-bénéficiaire. Ceci, même lorsqu'ils reconnaissent que la régularité des transferts n'est pas une garantie, de l'avis de 50,3 % d'entre eux selon les résultats du tableau 9.

Tableau 8 : Amélioration induite au sein des ménages par genre et département

Amélioration	Genre	Artibonite	Nord-ouest	Grand Total
Habitat		9	0	9
	Femme	6	0	6
	Homme	3	0	3

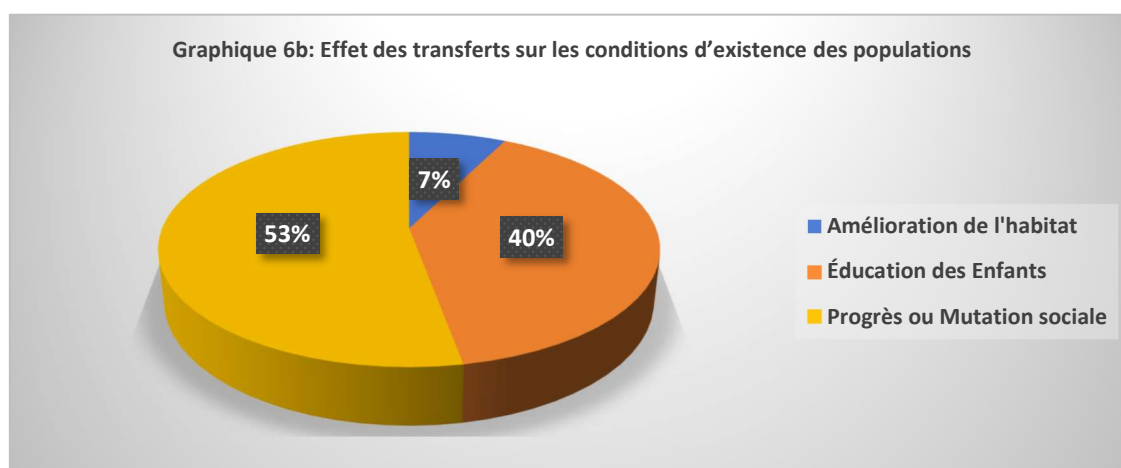
Éducation des enfants		39	9	48
	Femme	28	7	35
	Homme	11	2	13
Progrès vers mutation sociale		48	16	64
	Femme	32	12	44
	Homme	16	4	20
Grand Total		96	25	121

Source : Enquête réalisée dans le cadre de l'analyse, Haïti, Avril 2023

Tableau 9 : Opinion des populations sur la régularité des transferts

Opinion	Femme	Homme	Grand Total	% Total
Parfois	512	337	849	48,5 %
Toujours	603	267	870	49,7 %
Jamais	24	9	33	1,9 %
Grand Total	1139	613	1752	100 %

Source : Enquête réalisée dans le cadre de l'analyse, Haïti, Avril 2023



Source : Enquête réalisée dans le cadre de l'analyse, Haïti, Avril 2023

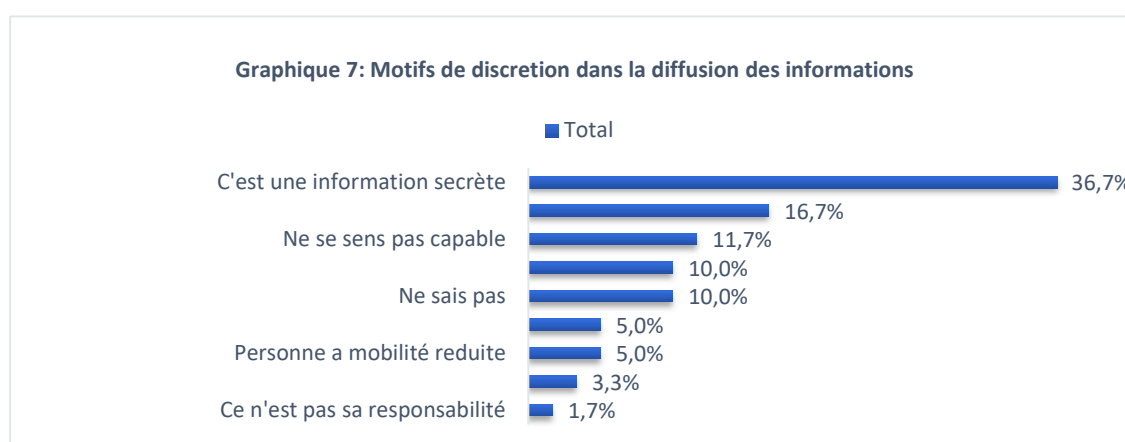
En rapport à la gestion des transferts, les résultats du tableau 10 mesurent des paramètres qui mettent en relief le niveau de leur acceptabilité par les propres populations-bénéficiaire. En effet, 58,9 % des opinions admettent que le processus suit un cheminement hors de préjudices, même avec un faible niveau d'équité de traitement (27,4 %).

Tableau 10 : Opinion des populations sur la gestion des transferts

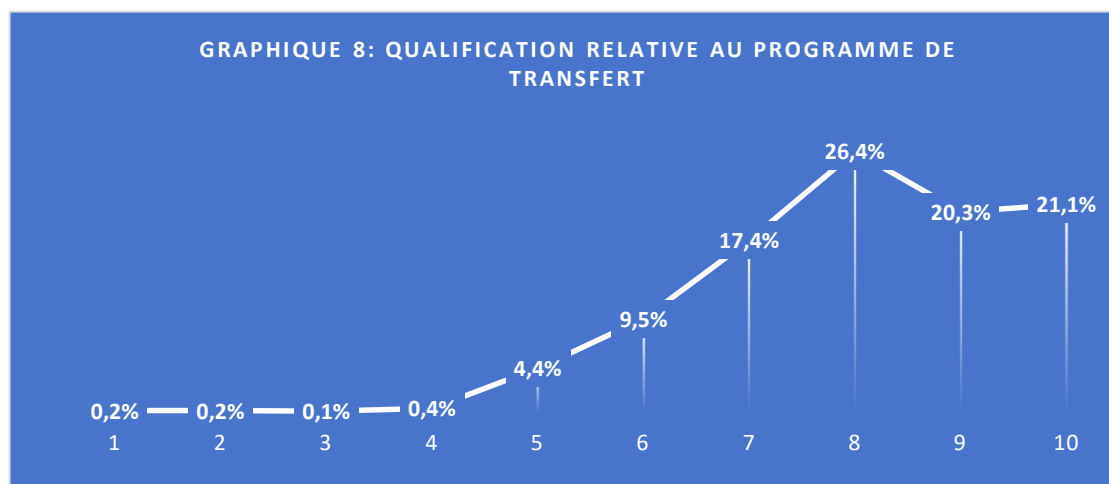
Gestion	Femme	Homme	Grand Total	% Total
non Efficace		1	1	0,1 %
Frauduleuse	2	1	3	0,2 %
Complète	150	85	235	13,4 %
Équitable	307	173	480	27,4 %
Efficace	681	351	1032	58,9 %
Grand Total	1140	611	1751	100 %

Source : Enquête réalisée dans le cadre de l'analyse, Haïti, Avril 2023

Par ailleurs, les graphiques 7 et 8, bien que corollaires dans l'analyse, mettent en évidence des questions relatives à la discrétion dans la possible divulgation des informations et la qualité des transferts. Les résultats sont susceptibles d'interprétation erronée, dans la mesure où la discrétion (graphique 7), par exemple, pourrait porter sur le manque de transparence des opérations. L'allure du graphique 8 exhibe une concentration à droite, ce qui traduit une reconnaissance de la qualité des transferts de la part des populations-bénéficiaire.



Source : Enquête réalisée dans le cadre de l'analyse, Haïti, Avril 2023



Source : Enquête réalisée dans le cadre de l'analyse, Haïti, Avril 2023

4.4 Relatifs aux effets et impacts des opérations de transferts

Les transferts s'inscrivent davantage dans la lutte contre le problème de sécurité alimentaire. En général, dans les programmes implémentés et orientés vers la solution dudit problème chez les vulnérables, une attention particulière est souvent portée sur l'utilisation des transferts par les bénéficiaires. La forme d'aide la plus utilisée pour lutter contre le problème repose jusqu'à présent sur l'aide alimentaire directe. Cette forme présente des atouts mais aussi des contraintes auxquelles les transferts doivent apporter des améliorations. Parmi celles-ci, l'aide monétaire devrait offrir une plus grande liberté de gestion à chaque bénéficiaire en ce qui concerne son budget global et les différents postes de dépenses. Les questions qui se posent alors concernent les choix qui sont ainsi opérés : la lutte envisagée est-elle une priorité pour les populations ? Et si c'est le cas, sous quelle forme décident-elles de répondre à ce besoin ?

Les transferts dans l'organisation des ménages et l'analyse de leurs économies font ressortir les éléments de déficits structurels dans ces domaines au regard de leurs seuls besoins alimentaires. Ces déficits, parfois très importants, se matérialisent surtout pendant la période annuelle de soutien, lorsque les revenus de l'activité agricole ou de commerces spontanés sont quasiment non existants. Ceci explique largement le choix de mettre en place les actions de filets de sécurité économiques en cette période. Le suivi des mouvements de trésorerie opéré sur l'échantillon des populations-bénéficiaire montre que près des trois quarts des dépenses enregistrées pendant cette période proviennent des transferts.

Les transferts représentent donc une proportion importante des dépenses des ménages. Mais l'intérêt s'est également porté sur l'origine de tous les montants dépensés par les populations pendant cette période, et pas uniquement aux montants provenant des soutiens monétaires et non monétaires. Ceci permet d'adopter un point de vue plus global sur les comportements financiers des ménages vulnérables en repérant les différentes sources de revenus mobilisées pendant cette période de soutien.

En matière de résilience, la mesure d'un quelconque impact nécessite un recul d'au moins 2-3 ans. C'est pourquoi, cette étude permet de dégager de modestes enseignements quant à ses effets sur les niveaux de relèvement/résilience des ménages-bénéficiaire. Par exemple, il est constaté un doublement du capital productif de ces ménages. Cela démontre que si la combinaison d'activités est assurée et respectée dans sa temporalité, alors l'objectif de relèvement (restauration des moyens d'existence) peut être atteint.

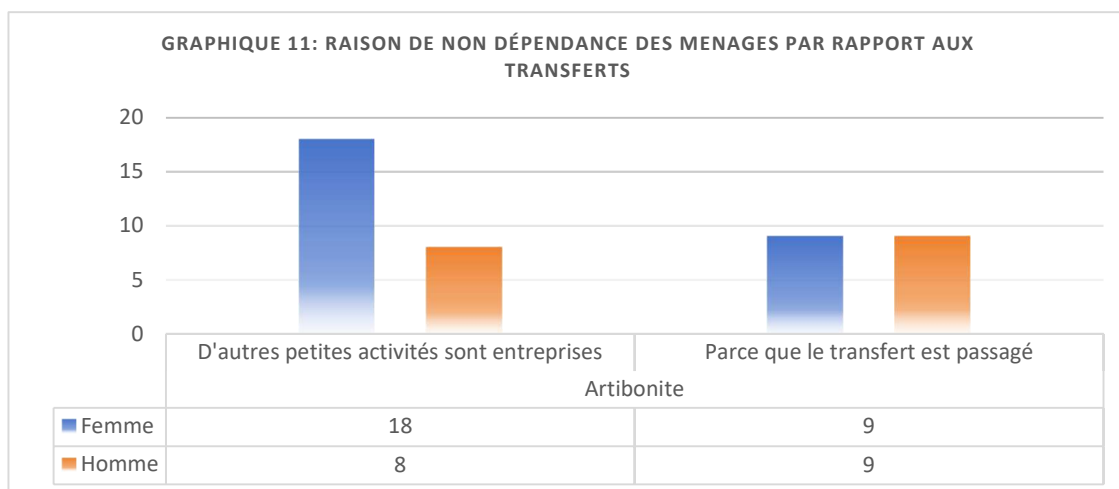
Au contraire, le constat de la difficulté du respect du calendrier (ou saisonnalité) des transferts monétaires a pu avoir un effet négatif fort sur la résilience des ménages, voire annuler l'effet de « résilience » envisagé par le programme. En effet, lorsque les distributions de TM (espèces ou coupons) ont dû être reportées, les ménages bénéficiaires ont parfois vendu une grande partie des actifs productifs dont ils auraient bénéficié auparavant.

Tableau 11 : Influence des transferts sur l'assiette économique des ménages par département

Regroupement autres influence	Artibonite	Nord-ouest	Grand Total	% Total
Fonds de commerce amélioré le cas échéant	53	7	60	42 %
Épargne en microfinance communautaire	28	20	48	34 %
Éducation des Enfants	14		14	10 %
Investissement dans le bétail ou l'agriculture	5	1	6	4 %
En rien	2	2	4	3 %
Amélioration de l'habitat	2	2	4	3 %
Épargne en banque ou microfinance	2	1	3	2 %
Création d'emploi en faveur d'autres	2	1	3	2 %
Paieement de dettes	1		1	1 %
Grand Total	109	34	143	100 %

Source : Enquête réalisée dans le cadre de l'analyse, Haïti, Avril 2023

Il est apparu lors de l'étude que les stratégies les plus couramment mises en œuvre pour répondre aux besoins alimentaires pendant la période portent ou renvoient à une forme de « décapitalisation » et le recours à la solidarité ainsi qu'à la mobilité extra pour ceux qui en ont la possibilité. L'analyse de l'origine des montants dépensés par les ménages (en dehors des montants transférés) confirme nettement cette tendance observée comme l'indique le graphique 11.



Source : Enquête réalisée dans le cadre de l'analyse, Haïti, Avril 2023

L'alimentation est comme la première préoccupation des ménages. À travers les dispositifs de suivi, les données relevées sur l'objet des dépenses montrent qu'une grande majorité est orientée vers l'achat de denrées alimentaires : près de 75 % du montant global transféré dans la zone a été utilisé pour l'alimentation des ménages. Le plus gros poste de dépenses après l'achat de denrées alimentaires est celui du remboursement des dettes. Le constat est que l'endettement est une pratique implicite et courante des ménages pour lisser les besoins durant toute une année. L'étude de l'utilisation des transferts confirme cette tendance puisqu'une partie de l'argent transféré permet à des ménages de rembourser des dettes et rarement de constituer ou reconstituer les stocks alimentaires.

Entre les différents relevés de trésorerie, bien que l'orientation globale des dépenses reste identique à celle présentée dans le graphique 8, c'est-à-dire avec une priorité donnée à l'alimentation, il est à noter quelques variations temporelles dans l'année ; facteurs réunis permettant aux ménages de diversifier les dépenses effectuées et qui témoignent d'une légère amélioration dans la qualité de l'alimentation.

4.5 Relatifs à la stratégie de résilience via les transferts

Une confusion est générée par la double vocation des transferts. Un enseignement opérationnel fort est à tirer au sujet des finalités des transferts et des implications pour leur mise en œuvre. En effet, la double vocation relevée, partagée entre un objectif d'appui conjoncturel ou de protection sociale et un objectif de relèvement du tissu économique familial, crée une confusion

parmi des équipes opérationnelles sur les manières de procéder, de communiquer et de suivre l'impact des activités menées à la suite des transferts reçus.

Pour la majorité des acteurs, les transferts sont à but de protection sociale. Ce qui explique que l'attention des opérateurs porte sur l'appui conjoncturel et la sécurité alimentaire, et beaucoup moins sur l'appui aux moyens d'existence. Cependant, puisque les transferts portent à quelques égards sur la résilience des populations et même si les objectifs sont bien dissociés, les transferts à but d'appui conjoncturel devaient avoir une vertu, celui de protéger les investissements sur le volet des moyens d'existence, quelle qu'en soit la modalité d'appui. Des opérateurs espèrent à la fois un impact sur la consommation alimentaire et sur l'investissement productif des populations, ceci dans une optique de relèvement (ou résilience). Ainsi, des populations expriment leur déception par rapport à une consommation alimentaire qui prédomine durant la période de soutien.

À force de parler de résilience, il devient possible de penser que la couverture de besoins d'urgence et ceux de type relèvement requiert le même travail. Or, c'est bien dans les approches et les méthodes de travail que les subtilités résident. Pour simplifier, il y a d'adopter le lemme suivant : « À finalité divergente, méthode de travail différente, même si au bout du compte les impacts des deux types d'action (urgence ou relèvement) doivent être cohérents et se renforcer mutuellement », pour reprendre les propos d'un auteur.

Ainsi, si les opérateurs recherchent un impact au niveau des moyens d'existence, il est important de découpler et de sensibiliser de manière différenciée au sujet des actions menées, qu'elles soient à but de sécurité alimentaire ou de relèvement. Pour ces dernières, l'approche des groupements s'avère probante. Finalement, répliqueraient certains, « tout n'est pas monétisable » en matière de relèvement et d'appui productif. Les phases de diagnostic communautaire au démarrage des opérations permettent aux opérateurs de définir les activités pro-résilientes auprès des ménages.

5. Conclusion

Les transferts constituent un outil d'aide humanitaire qui apporte un soutien aux populations-bénéficiaire en leur donnant la liberté de décider comment elles veulent utiliser le soutien, en préservant la dignité des personnes les plus vulnérables, principalement en période de crise. De

plus, ces transferts contribuent non directement à la relance des marchés locaux. Ce soutien économique est polyvalent, et n'est délivré qu'une seule fois, permettant aux personnes assistées de satisfaire leurs principaux besoins de base tels que l'alimentation, les médicaments, les fournitures pour nouveau-nés, les consultations de santé, paiements de loyers, dettes de magasin, vêtements, commerces, le transport, et la communication avec leurs familles, entre autres. Avec le soutien de la transnationale, le mécanisme prend corps et des populations hautement vulnérables en Haïti, comme dans d'autres lieux aux mêmes caractéristiques, en bénéficient depuis des temps déjà.

Les principaux opérateurs dans la réalisation de l'identification des populations les plus vulnérables sont les institutions œuvrant sur place. Compte tenu de ce scénario de vulnérabilité, et dans le but de répondre aux besoins urgents et prioritaires qui satisfont leurs besoins de base, les transferts monétaires et non monétaires s'interposent comme une réponse rapide aux problèmes confrontés et identifiés. La nécessité de compenser la baisse drastique des revenus de la population entraîne la mise en place accélérée des mouvements de transferts. Pour beaucoup, les transferts représentent un signe sans équivoque que la solution définitive à la pauvreté est entre les mains des États. Beaucoup d'autres pensent à une formule ou une recette plus simple depuis des générations ; celle d'envoyer de l'argent aux populations qui en ont grandement besoin. Là encore, la réalité est plus complexe qu'elle apparaît et nécessite de la pensée complexe au sens d'Edgard Morin.

Force est de reconnaître que, outre l'apparente simplicité de leurs opérations, les transferts sont réputés, dans d'autres endroits du monde, assez efficaces à petite échelle. Des années de preuves provenant d'opérations dans différentes parties du monde indiquent que les populations-bénéficiaire améliorent en moyenne leurs conditions de vie (par exemple, ils mangent mieux, tombent moins malades, investissent davantage dans l'éducation) et ne réduisent pas leur volonté de travailler. Par ailleurs, les transferts jouissent d'une acceptation chez les populations-bénéficiaire du fait de disposer généralement d'une autonomie lorsqu'il s'agit de décider quoi faire de l'appui qui leur est donné. De cette manière, les ressources ne sont pas seulement données aux personnes qui en ont vraiment besoin, mais elles ont également la liberté de les utiliser. Ce qui, en soi, peut être interprété comme quelque chose qui génère du bien-être.

Cependant, malgré ces vertus, il y a lieu d'admettre que les transferts sont loin d'être le levain au développement d'une société. Toute la réflexion émise ici indique que le chemin à parcourir

pour juguler la vulnérabilité socio-économique des populations et leur sortir de la survie reste encore très long. Les pistes ne manquent pas et les implications sont connues : l'importance d'une conception de politiques adaptées au contexte diversifié et différencié des populations. Les interventions intégrées combinant transferts et opérations complémentaires, telles que l'éducation sanitaire ou la formation professionnelle, doivent céder la place à la planification intégrale d'actions en pro du développement irréversible dans les limites du potentiel humain. Car si les conditions des transferts n'arrivent pas à encourager les comportements et changements souhaités, elles peuvent, par contre, renforcer les écarts sociaux ou engendrer des conséquences contraires aux objectifs même des opérations de transferts.

En fin de compte, l'analyse consignée dans cette réflexion apporte des éclairages essentiels sur l'efficacité des transferts pour réduire l'existence des écarts sociaux et du coup l'élimination du *mal développement*. Les recherches futures devront explorer les impacts à long terme des opérations et l'efficacité des interventions intégrées dans des actions afin d'éclairer les décisions, en les adaptant davantage au contexte.

Références bibliographiques

1. ACF (2023) : Rapport de Capitalisation du Processus de Graduation des ménages vulnérables dans le cadre du PMSAN. Haiti, Mars
2. ____ (2022) : Bulletin de redevabilité PASAN APROS. Haiti, Novembre
3. ____ (2021) : Rapports annuels des PASAN APROS et GIRESECALM, Financement PMSAN/UE. Haiti, Janvier
4. Adaboh, A. A. (2022): Social protection programs in Ghana: A study of LEAP (order No. 29163755). S
5. Afzal, A., Mirza, N., & Arshad, F. (2019): Conditional versus unconditional cash transfers : A study of poverty demographics in Pakistan. *Economic Research-Ekonomska Istraživanja*, 32(1), 3366—3383. <https://doi.org/10.1080/1331677X.2019.1661006>
6. AGRER (2023) : Rapport d'analyse statistique intérimaire de l'Étude comparative des opérations de transfert (monétaire, alimentaire ou mixte) à destination des ménages vulnérables. Haiti, Mai 2023

7. Akresh, R., de Walque, D., & Kazianga, H. (2016). Evidence from a randomized evaluation of the household welfare impacts of conditional and unconditional cash transfers given to mothers or fathers. Policy research working paper No. 7730. World Bank.
8. Aygören, F. (2020). The effect of PQRS technique on recalling what you read. *Ilkogretim Online*, 19(1), 269–285. <https://doi.org/10.17051/ilkonline.2020.656796>
9. Baird, S., Ferreira, F., Özler, B., & Woolcock, M. (2014). Conditional, unconditional and everything in between: A systematic review of the effects of cash transfer programmes on schooling outcomes. *Journal of Development Effectiveness*, 6(1), 1–43. <https://doi.org/10.1080/19439342.2014.890362>
10. Briaux, J. et al. (2020). Evaluation of an unconditional cash transfer program targeting children's first-1,000—days linear growth in rural Togo: A cluster-randomized controlled trial. *PLOS Medicine*, 17(11), e1003388. <https://doi.org/10.1371/journal.pmed.1003388>
11. CaLP (2015): Les transferts monétaires dans les programmes de moyens d'existence (notes d'orientation, Atelier d'apprentissage). Dakar, Octobre
12. CISA / CNSA (2010), Plan national de sécurité alimentaire et nutritionnelle. Haiti, MARS
13. GTTM (2019) : Guide technique transferts monétaires. Haïti
14. HAP International (2011) : The Guide to the HAP Standard (Londres : Humanitarian Accountability and Quality Management, 2008); Projet Sphère, Humanitarian Charter and Minimum Standards in Disaster Response, édition révisée.
15. Harvey P. et Bailey S. (2011) : Programme de transfert monétaire dans les situations d'urgence dans « Revue des bonnes pratiques, Numéro 11, Humanitarian Practice Network de l'ODI, Juin
16. MAST (2020) : Politique nationale de protection et de promotion sociales. Haiti, Avril
17. Morin E. (2005) : Introduction a la pensée complexe. Paris, Seuil, coll. Points Essais
18. _____ (2013) : La Complexité humaine. Paris, Flammarion, Champs Essais
19. Sylvestre N. et Sainvil E. (2023) : Rapport final d'évaluation comparative sur les transferts dans l'Artibonite et le Nord-Ouest. Haiti, PMSAM-UE